

PURCELL, Susan Kaufman, IMMERMANN, Robert M. (Ed.). *Japan and Latin America in the New Global Order*. Boulder (Col), Lynne Rienner Publishers, 1992, 175 p.

Jean-Roch Perron

Volume 24, numéro 2, 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703202ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703202ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Perron, J.-R. (1993). Compte rendu de [PURCELL, Susan Kaufman, IMMERMANN, Robert M. (Ed.). *Japan and Latin America in the New Global Order*. Boulder (Col), Lynne Rienner Publishers, 1992, 175 p.] *Études internationales*, 24(2), 478–479. <https://doi.org/10.7202/703202ar>

Unies sur le droit de la mer et la constitution de nouveaux axes géopolitiques.

Signalons aussi le remarquable rapport de synthèse, dans lequel le professeur Pierre Maurice montre les séquelles du processus de décolonisation et la difficulté de réaliser une concertation régionale, tandis qu'émergent certains pôles d'attraction et d'influences propres à l'hémisphère Sud.

Mentionnons également le texte de M. Raymond Barre, ancien premier ministre de France et Réunionnais de naissance, qui livre des réflexions prospectives fort intéressantes sur la présence de son pays dans l'hémisphère Sud.

Si nous avions une critique négative à formuler, elle viserait à dénoncer l'absence de toute approche conceptuelle de nature à distinguer les notions de géopolitique et de géostratégie – deux termes, disons-le, trop souvent confondus et même galvaudés.

Le colloque de 1990, couronné de succès, a été suivi d'un second, tenu au même endroit en septembre 1992, et portant sur les relations internationales dans l'océan Indien.

Georges LABRECQUE

Département de géographie
Université Laval, Québec

PURCELL, Susan Kaufman, IMMERMANN, Robert M. (Ed.). *Japan and Latin America in the New Global Order*. Boulder (Col.), Lynne Rienner Publishers, 1992, 175 p.

On sait que l'Amérique latine est une chasse gardée des États-Unis. On

sait aussi que le Japon a toujours respecté cette primauté unilatérale octroyée. Mais le relatif déclin américain, l'émergence toujours de plus en plus articulée du Bassin du Pacifique ne sont-ils pas des indices qui indiqueraient une modification des choses? Le Japon ne s'est-il pas compromis avec les États-Unis dans la région du Sud américain en 1982, à la suite de ce que l'on a appelé la crise de la dette? Voilà ce à quoi essaie de répondre l'étude *Japan and Latin America in the New Global Order*. La réponse n'est pas exhaustive. Elle se résume à quatre chapitres dont le premier considère la relation du Japon avec l'Amérique latine sous l'angle de l'économie. L'analyse substantielle et bien menée, conclut que l'Amérique latine n'a pas encore été accréditée, à ce jour, parmi les priorités du Japon. Pour ce dernier, l'Amérique latine reste un marché potentiel, mais d'abord un réservoir de matières premières. C'est ce dernier aspect qui est repris dans le second chapitre, mais dans la relation plus étroite du Mexique et du Japon, intéressé particulièrement par les ressources pétrolières. Cependant, le Japon a toujours tenu compte de la relation prioritaire Washington-Mexico; et il ne pourra que le faire davantage avec la récente association de libre-échange nord-américain.

Cette dimension relative aux matières de base dans la relation de l'Amérique latine avec le Japon est également évoquée dans le troisième chapitre consacré au Brésil. L'analyste conclut que le Brésil pourra éventuellement intéresser le Japon par son marché potentiel à condition que soit apaisée l'instabilité politique et économique. Le dernier chapitre est à vrai dire une conclusion d'ensemble à la

grande question préalablement posée, puisqu'il reprend l'analyse dans le contexte du Japon, des États-Unis et de l'Amérique latine. On y trouve peut-être une idée plus neuve, plus d'avenir surtout. Celle qui consiste dans le fait que l'Amérique latine pourrait éventuellement jouer un rôle de zone d'équilibre dans les tensions qui pourraient survenir entre les États-Unis et le Japon.

L'étude, dans son ensemble, demeure une contribution intéressante pour la compréhension de la grande question du Bassin du Pacifique, beaucoup trop limitée à ce jour à sa seule dimension Asie-Pacifique et nord-américaine.

Jean-Roch PERRON

Département d'histoire
Université Laval, Québec

STEARNS, Monteagle. *Entangled Allies. U.S. Policy Toward Greece, Turkey, and Cyprus*. New York, Council on Foreign Relations Press, 1992, 201 p.

Si le démembrement de l'empire soviétique semble rendre moins vulnérable le flanc sud-est de l'OTAN, la Méditerranée orientale et la mer Égée demeurent pourtant une zone stratégique majeure pour les États-Unis. Monteagle Stearns fait observer, par exemple, que l'intervention américaine, lors de la guerre du Golfe, aurait été plus difficile, n'eût été le contrôle de ce secteur.

L'auteur, qui a été ambassadeur des États-Unis en Grèce, de 1981 à 1985, nous offre une étude brève mais convaincante, sans complaisance et basée sur une documentation et des informations puisées aux meilleures

sources. L'ouvrage, constitué de dix courts chapitres, présente une critique rigoureuse de la politique étrangère américaine qui, nous dit Stearns, a été, en Méditerranée orientale comme ailleurs, plus habile dans l'intervention militaire que dans la diplomatie, plus sensible aux faits accomplis qu'aux leçons de l'histoire.

Les trois premiers chapitres offrent un historique élaboré de la politique américaine dans la région, depuis la doctrine Truman, en insistant particulièrement sur l'aide militaire accordée à chacun des ennemis séculaires dans le cadre de l'OTAN. Les chapitres 4, 5 et 6 insistent plutôt sur les relations diplomatiques entre les deux voisins, relations qui ont fluctué, explique Stearns, au gré des changements de gouvernements respectifs, le problème chypriote constituant l'une des principales pommes de discorde. À ce sujet, la critique de l'auteur porte sur la tendance de la politique américaine à considérer Chypre dans ses relations avec la Grèce et la Turquie plutôt que comme un État indépendant.

Les chapitres 7, 8 et 9, à notre avis les plus intéressants et les plus convaincants, abordent les contentieux territoriaux, notamment le problème chypriote et le conflit relatif à la délimitation de la frontière maritime entre la Grèce et la Turquie. Stearns explique particulièrement bien pourquoi l'élargissement, de 6 à 12 milles, de la mer territoriale de la Grèce serait considéré par la Turquie comme un casus belli. Il est dommage que les quelques cartes soient aussi sommaires et, à vrai dire, inutiles à l'appui d'un texte au demeurant fort clair. Par ailleurs, nous croyons que ces trois chapitres devraient se trouver au début de